

L'U.N.E.F. contre la guerre d'Algérie

La presse bourgeoise, à l'exception du « Monde », s'est efforcée de minimiser le vote par le Congrès de l'U.N.E.F., l'organisation officielle des étudiants, d'une résolution d'une importance considérable, dont nous reproduisons ci-dessous quelques passages.

« — Rappelent que ce conflit conditionne toute la vie politique, économique, morale, universitaire et dresse un obstacle au développement de la France comme de l'Algérie ;

« — Dénoncent, à l'heure où s'opère la libération générale du continent africain, le caractère anachronique d'une guerre qui entrave le processus de décolonisation dans l'ensemble des pays d'Afrique ;

« — Rappelent leurs positions antérieures et refusent aux armes la possibilité de mettre fin au conflit algérien ;

« — Rappelent leur attachement au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et demandent que ce droit soit reconnu dans les faits au peuple algérien ;

« — Expriment leur volonté de voir maintenir les ouvertures de paix du mois de septembre et prises rapidement les seules mesures capables de les faire aboutir, c'est-à-dire les négociations avec le Front de Libération nationale sur les conditions d'un cessez-le-feu et les garanties d'application de l'autodétermination. »

Ajoutons qu'au Congrès même la question des désertions fut évoquée. Le texte adopté témoigne combien la jeunesse étudiante est affectée. Cela se conçoit, car ces jeunes hommes — qui voudraient préparer un avenir de chercheur, de technicien — se rendent compte sur eux-mêmes que la guerre d'Algérie « bouche l'avenir », selon une expression de de Gaulle.

Si les étudiants ne sont pas par eux-mêmes une force sociale décisive, dans bien des cas ils jouent dans la vie politique un rôle annonciateur et parfois, on l'a vu en Corée, un rôle d'avant-garde.

On doit souligner combien se trouve réduite la couche ultra, qui il n'y a pas tant d'années prétendait encore tenir le haut du pavé dans les Universités. Le vote des étudiants doit être pour les militants de la classe ouvrière un appel à renforcer et à rendre effective la lutte contre la guerre d'Algérie.

Une autre arrestation arbitraire

Nous nous associons à la protestation suivante du Comité d'Aide aux détenus algériens contre l'arrestation de son secrétaire, l'écrivain Georges Arnaud :

« Le Comité d'aide aux détenus algériens proteste contre l'arrestation et l'inculpation de son Secrétaire général l'écrivain Georges Arnaud.

Il s'étonne que l'autorité judiciaire ait pris ces mesures contre un homme qui ne faisait qu'exercer sa profession de journaliste alors qu'elle a laissé en liberté un confrère de Georges Arnaud qui avait interviewé voici plusieurs semaines M. Philippe de Massey, recherché pour complot contre l'Etat. »

« LA VERITE DES TRAVAILLEURS »

PERMANENCE

64, rue de Richelieu

PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite

Métro : Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.

le samedi, tout l'après-midi

Rentrée parlementaire...

Le Parlement se réunit. Quelques rares initiés s'y intéressent. On parle de motion de censure, à gauche avec les débris radicaux et la S.F.I.O., à droite parmi les Bidault et autres Morice, Blaggi et consorts. Mais en fait nul n'y prête attention. Chacun sait désormais qu'il ne s'agit que d'un jeu. Ce Parlement croupion ne jouit d'aucun prestige et d'aucun pouvoir.

La IV^e République avait fait disparaître de nombreuses illusions dans le régime parlementaire. Enjermés dans la défense des voies parlementaires vers le socialisme, les dirigeants pseudo-communistes n'ont voulu tenir aucun compte de l'esprit anti-parlementaire des masses. Aujourd'hui encore ils s'en tiennent aux déclarations sur la « démocratie renouvelée ». Personne ne se mobilisera sur de semblables objectifs, à plus forte raison si on prétend les limiter pour l'heure présente à de nouvelles élections sous le régime de la Constitution bonapartiste. La lutte ouverte contre le régime peut certes rassembler les rangs de la classe ouvrière mais il lui faut une perspective et celle-ci ne peut être que celle d'un gouvernement des travailleurs.

Après bien des hésitations, les dirigeants de l'U.N.R. se sont résolus à exclure Soustelle. On sait l'origine de l'affaire. Alors que les dirigeants de l'U.N.R. s'en tiennent à la fidélité à de Gaulle, Soustelle défend les thèses ultras sur l'Algérie. Est-ce à dire que la carrière politique de Soustelle est terminée ? Loin de là. Il devient désormais officiellement le chef de l'extrême-droite, le représentant politique des clans ultras et activistes. Mais il est fort douteux que dès à présent il veuille cristalliser les groupes et personnalités de cette extrême-droite fascisante autour de lui, pour une action d'envergure. Il attend pour ce faire que de Gaulle perde pour une raison ou une autre le contrôle des affaires du gouvernement.

L'U.N.R., quant à elle, se vide peu à peu et se résume à un groupe parlementaire appuyé par quelques commis de la grande bourgeoisie.

Ainsi la liste s'allonge des prétendants bourgeois à la succession : Mendès-France à gauche propose — solution de sauvegarde — le Front Populaire où les communistes seraient tenus très en laisse. Pinay, avec la droite classique, se campe en défenseur de l'ordre et de la monnaie. Soustelle, quant à lui, prend de plus ouvertement position pour un régime néo-fasciste.

Ceci, certes, ne peut faciliter la réalisation des plans gaullistes ; mais il semble bien qu'avec l'échec de l'émeute fasciste de janvier à Alger et les déclarations de de Gaulle sur une guerre d'Algérie encore pour des années, le centre d'animation de la vie politique en France ne soit plus la lutte entre fascistes et tenants du bonapartisme. Au contraire, avec les luttes revendicatives actuelles la convergence syndicale contre la guerre d'Algérie, la politisation nouvelle, y compris dans les formes qui se manifestent dans la jeunesse, il semble bien que l'on soit au début d'une crise plus fondamentale que celle connue dans un passé récent en France. C'est entre la bourgeoisie dans son ensemble et la classe ouvrière que le conflit rebondit. Cela risque fort de commencer pour la classe ouvrière par des échecs, faute d'une direction révolutionnaire ; mais il n'empêche que pour la première fois depuis la trahison de la lutte des rappelés en 1956 et, dans une certaine mesure, mai 1958, le mouvement ouvrier a de très réelles possibilités qui commencent à s'ouvrir devant lui. La lutte contre la guerre, pour l'indépendance de l'Algérie, voilà le point central du renouveau des mouvements.